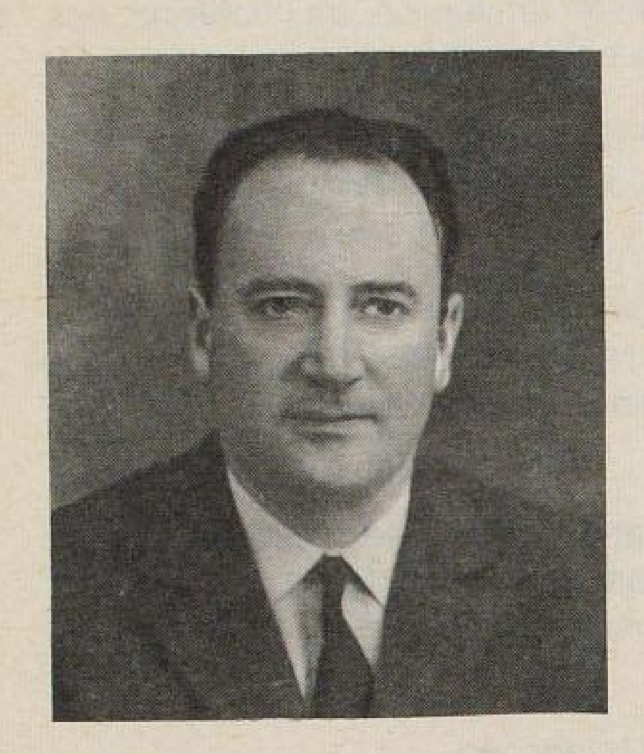
DÉPARTEMENT DU LOT
Circonscription de CAHORS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

CANDIDATURE F. G. D. S.



Électrices, Électeurs

Le régime se targue d'avoir rétabli l'ordre, mais il oublie d'ajouter qu'il avait lui-même allumé l'incendie.

Il est resté sourd des années à tous les appels que lui adressait le monde du Travail, de l'Université, de l'Église, de la Politique, provoquant ainsi un mécontentement profond et généralisé qui a conduit le pays au bord du gouffre.

Il s'est alors trouvé dans la nécessité de concéder en bloc ce qui aurait gagné à être consenti par étapes et a ainsi porté à notre économie un coup sévère, cependant que les travailleurs auront fait un marché de dupes si des mesures anti-inflationnistes rigoureuses ne viennent enrayer la hausse des prix.

Ces soubresauts sont la responsabilité exclusive du pouvoir gaulliste :
son isolement orgueilleux et autoritaire, son refus d'écouter parce qu'il croit ne plus rien avoir à apprendre, son auto-satisfaction permanente en même temps que son conservatisme social et son allergie aux réformes autres que verbales ou mineures a conduit la rue à prendre la place du dialogue.

Il en sera à nouveau ainsi, n'en doutons pas, si par un fatal aveuglement le Pays faisait encore confiance à ceux qui, en limogeant leurs principaux ministres, notamment FOUCHET, PEYREFITTE et FREY, viennent de reconnaître publiquement leurs lourdes erreurs.

En fait, cette crise est plus qu'une crise de régime : c'est une crise de civilisation.

Elle traduit la volonté des Travailleurs et de la Jeunesse de fonder un ordre nouveau, de type plus socialiste et plus humain, où la rentabilité ne soit plus le seul critère d'une technocratie mortelle pour nos libertés, où la production soit au service de l'homme et non l'inverse, où l'on cesse de nous entasser dans les blocs de béton étouffants des banlieues urbaines, où l'on tienne enfin compte des trois aspirations qui viennent de se faire jour avec éclat : **la Sécurité, la Justice, la Dignité.**

LA SÉCURITÉ

La société moderne exige que chacun trouve un emploi conforme à ses capacités et que cet emploi lui permette de vivre dignement, lui et sa famille.

Elle rejette le Ve plan qui admettait la perspective effrayante de 500.000 chômeurs.

Elle ne peut accepter que seulement 8.000 emplois industriels nouveaux aient été créés dans la région Midi-Pyrénées depuis 2 ans, au lieu des 20.000 jugés nécessaires pour enrayer l'émigration des jeunes et trouver du travail à ceux que rejette encore l'exode rural.

Elle ne peut comprendre que le monde agricole soit tenu à l'écart des discussions actuelles et demande pour lui une garantie d'écoulement de ses produits à des prix réactualisés au 1er Janvier 1968, puis indexés, dans le cadre d'une régionalisation des productions.

Cette politique appelle en effet une revalorisation de la notion de Région, pour le moment vidée de tout contenu concret, et qui doit être réorganisée sur le plan économique et sur une base démocratique.

LA JUSTICE suppose que soient corrigées les disparités excessives entre les revenus et les salaires, afin que nul n'ait le sentiment d'être le paria de la société. L'abrogation des Ordonnances, le relèvement des bas salaires, la correction des barêmes de l'impôt sur le revenu en sont les nécessaires corollaires.

LA DIGNITÉ est la plus grande revendication de ce moment. Le citoyen traditionnel, se contentant d'un bulletin de vote tous les cinq ans, a vécu et cède la place à un homme de type nouveau qui veut participer davantage et quotidiennement dans son milieu social, professionnel, ou géographique à l'élaboration de son propre sort.

Il en va ainsi de l'ouvrier dans son usine, de l'étudiant dans son lycée ou son université, de l'habitant des villes dans son quartier, de l'agriculteur dans sa coopérative et dans sa petite commune.

Ils doivent d'ailleurs admettre que cette société exigera un haut degré d'auto discipline car démocratie et responsabilité vont de pair et rien n'a jamais été fait de bon dans des désordres prolongés ou dans la démagogie.

Le Plan, qui doit traduire nos priorités (Éducation, notamment formation professionnelle et technique, routes et télécommunications, équipement rural et sanitaire) ne peut être sérieux que si les ressources équilibrent les dépenses. Il doit prendre une place de plus en plus prépondérante et de plus en plus exigeante dans la Nation.

Ces perspectives appellent de grandes réformes. Leur accomplissement est la seule véritable parade contre la révolution. Comment faire confiance pour les réaliser à ceux qui depuis dix ans, dotés d'un pouvoir sans contrôle, n'ont su ni les promouvoir, ni même les amorcer et en découvrent seulement aujourd'hui la nécessité sous la contrainte des évènements ?

Le problème est bien là : la marche vers une société plus humaine est déclenchée.

Il s'agit de savoir si elle s'opérera par la loi progressivement et pacifiquement, ainsi que vous le propose la F.G.D.S. en faisant appel à tous les républicains de gauche et de progrès, ou si une nouvelle fois - et sans doute plus dramatique - c'est la rue qui y procèdera.

L'ordre figé, appuyé sur la force et baillonnant les aspirations populaires, ne dure qu'un temps et conduit toujours aux explosions révolutionnaires. C'est à un ordre vivant, évolutif, accepté par les consciences, fait de justice et de progrès, que nous vous convions, car nous sommes aussi soucieux que quiconque d'éviter à la France les redoutables épreuves qui la menaçent.

Nous espérons que vous entendrez cet appel.

Henri MERCADIER

Maire de Parnac
Conseiller général du canton de Catus
Avocat au barreau de Cahors

Maurice FAURE

Maire de Cahors
Conseiller général du canton de Montcuq
Président de la Coder Midi-Pyrénées
Ancien Ministre

Imp. Bénech Gourdon